

**24 MARS 2026**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du  
pris à l'encontre de la société ZINQ TOULOUSE S.A.S.  
pour son établissement situé ZI des Terres Noires  
sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2008 autorisant la société GALVACIER à poursuivre l'exploitation d'une unité de galvanisation et d'un atelier de traitement de surface situés ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations exploitées par la société GALVACIER sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017 portant actualisation des prescriptions techniques et du tableau de classement des activités exercées par la société GALVACIER sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2024 actualisant le classement des activités exercées par la société ZINQ TOULOUSE S.A.S. sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le courrier en date du 3 juin 2023 de l'exploitant informant Monsieur le préfet du Tarn que la société ZINQ TOULOUSE S.A.A. a succédé à la société GALVACIER pour l'exploitation d'une unité de galvanisation et d'un atelier de traitement de surface situés ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 susvisé, et notamment les articles et l'annexe suivants, qui disposent :
- 3.1 – Pollution atmosphérique : généralités  
« Les installations sont conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (poussières, gaz polluants, odeurs). Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté. »
  - 3.3 – Pollution atmosphérique : installations de traitement  
« Les rejets atmosphériques des deux bains de galvanisation du site sont captés et traités avant rejet à l'atmosphère.  
[...]

*Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents ; [...]* »

- annexe 1 : Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet  
« Bain galva grande cuve (débit nominal : 50 000 Nm<sup>3</sup>/h) - Bain galva petite cuve (débit nominal : 8000 Nm<sup>3</sup>/h) »

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 19 février 2026 faisant suite à la visite d'inspection inopinée de l'établissement réalisée le 9 février 2026, accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 20 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le courrier de l'exploitant en date du 6 mars 2026 par lequel il sollicite un délai de 3 mois pour effectuer les travaux de mise en conformité de ses installations compte tenu de la nature des travaux, des hauteurs de travail et des moyens à mettre en œuvre (nacelle spécifique) ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection inopinée, il a été constaté la présence d'une fumée blanche qui s'échappait par les lanterneaux positionnés en partie supérieure de la toiture ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection inopinée, il a été constaté que la fumée blanche aperçue au niveau des lanterneaux de toiture provient d'une mauvaise captation de l'important nuage d'effluents gazeux générés lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation « grande cuve ». Cette mauvaise captation est due, *a minima*, à des défauts d'étanchéité de la hotte positionnée au-dessus du bain de galvanisation « grande cuve » et à une détérioration de la gaine reliant la partie supérieure de la hotte à la canalisation de collecte des effluents atmosphériques ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection inopinée, il a été constaté une détérioration des bavettes souples, faisant office de joints d'étanchéité, positionnées en partie supérieure de la hotte de l'atelier de centrifugation dit « petite cuve », favorisant ainsi les émissions fugitives dans l'atelier et éventuellement dans l'air extérieur ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection inopinée, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2022 à 2025, réalisés par un organisme agréé, mettent en évidence des débits d'air en sortie des conduits n°2 (bain de galvanisation « grande cuve ») et n°4 (bain de galvanisation « petite cuve ») nettement inférieurs aux valeurs réglementaires, traduisant une captation insuffisante des fumées au niveau des bains de galvanisation ;

**Considérant** qu'au regard du devis joint au courrier de l'exploitant du 6 mars 2026 précédemment cité, les travaux envisagés en vue de la mise en conformité des installations consistent en la pose d'une cornière en tôle galvanisée au-dessus du bain de galvanisation « grande cuve » ;

**Considérant** que le délai de 3 mois souhaité par l'exploitant n'est pas proportionné aux travaux à réaliser ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ZINQ TOULOUSE S.A.S. de respecter les prescriptions techniques des articles 3.1 et 3.3 ainsi que celles figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du sous-préfet de Castres,*

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société ZINQ TOULOUSE S.A.S. est mise en demeure, dans un délai n'excédant pas un mois, de respecter les dispositions des articles 3.1 et 3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008

susvisé ainsi que celles de son annexe 1, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, pour son établissement situé ZI des Terres Noires, à Saint-Sulpice-la-Pointe.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, pourront être prises à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 – Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe pour y être consultée par toute personne intéressée.

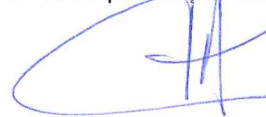
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois (art. R. 171-1 du code de l'environnement).

### **Article 5 – Exécution**

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ZINQ TOULOUSE S.A.S.

Fait à Castres, le **24 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO